

Histoire

# PIERRE MAUROY ET FRANÇOIS MITTERRAND, 1984-1996 : TÉMOIGNAGE

Daniel Vaillant

06/06/2016

**À l'issue des contributions scientifiques de la troisième partie de la journée d'études « Pierre Mauroy et François Mitterrand, une longue histoire (1965-2013) » organisée le 19 juin 2015 à Lille et consacrée aux années 1984-1996, Daniel Vaillant, député de Paris et ancien ministre, a livré son témoignage.**

Je souhaiterais tout d'abord remercier celles et ceux qui sont à l'origine de cette heureuse initiative visant à évoquer la longue histoire politique qui a lié Pierre Mauroy et François Mitterrand. Lorsque j'examine les dates, une chose me frappe concernant les années en « huit ». Elles n'ont pas renforcé la relation entre Pierre Mauroy et François Mitterrand. Cela se vérifie s'agissant de 1968, pour **les raisons qui ont été évoquées ce matin**. C'est également vrai pour 1978, avec une analyse un peu différente du résultat des élections législatives et des conséquences internes différentes. J'aurai l'occasion de revenir sur 1988. Cela mis à part, les deux hommes s'inscrivaient bien dans la même perspective historique : aider la gauche à gagner l'élection présidentielle, dans le cadre des institutions de la V<sup>e</sup> République.

Je crois que Pierre Mauroy n'a jamais vraiment pensé qu'il deviendrait président de la République, mais qu'il a toujours eu la conviction que François Mitterrand était fait pour cela. Et à cette fin, il fallait construire un Parti socialiste à partir de la SFIO, et faire en sorte que le parti communiste soit relégué en deuxième position, du moins au sein de la gauche. Quelques dates :

**1969** : je veux évoquer ici rapidement les manœuvres de Guy Mollet. Elles ont tout de même conduit Gaston Defferre et Pierre Mendès France à faire 5 %, dans la seule perspective de voir Alain Poher être un concurrent pour Georges Pompidou, afin d'esquisser une alliance entre la SFIO et le centre. Et cela a conduit Pierre Mauroy, ainsi que François Mitterrand – qui en 1969 n'était pas en bonne forme après les événements de 1968 – à vouloir reconstruire quelque chose de solide. Ainsi, lorsque François Mitterrand lance au mois de novembre 1970 la délégation pour préparer Épinay, je pense

qu'ils sont l'un et l'autre en parfait accord, et qu'il s'agit d'un accord sur le long terme. J'ajouterai la dimension européenne. Je pense en effet que la paix était un aspect très important pour François Mitterrand et Pierre Mauroy, et que ce fut un choix fondamental relativement à l'Europe.

**1984** : Pierre Mauroy et Alain Savary quittent le gouvernement sur le dossier de l'école. Mais cette crise survient aussi après des difficultés d'ordre économique et social. Rappelez-vous 1981. Durant six mois, la politique économique et sociale du gouvernement Mauroy est très marquée à gauche – nationalisations, retraite à soixante ans, cinquième semaine de congés payés, etc. Cela n'a d'ailleurs pas empêché l'échec aux quatre élections partielles de janvier 1982. Pierre Mauroy quitte donc Matignon en 1984. Il est certainement malheureux lorsqu'il repart pour Lille. Mais je pense qu'il n'en voulait pas à François Mitterrand et que cette affection dont vous avez parlé, cette fidélité est restée entière. Le contraire n'a d'ailleurs pas été démontré par la suite.

Il faut aussi dire un mot de la surprise provoquée par le choix de Laurent Fabius de la part de François Mitterrand pour succéder à Pierre Mauroy en tant que Premier ministre. C'était un élément nouveau, perçu d'ailleurs de manière positive par l'opinion dans le cadre du rajeunissement. Mais, dans le même temps, de nombreuses personnes au sein du Parti socialiste ont été étonnées par la dimension très présidentialiste de Laurent Fabius. Concernant d'ailleurs la perspective de l'élection présidentielle de 1988, Pierre Mauroy n'a jamais pensé à un autre candidat que François Mitterrand. Lionel Jospin non plus.

Dans une réunion de 1986, je crois, avant la fusion du courant des amis de Pierre Mauroy, et donc des mitterrandistes, avec celui de Lionel Jospin, une question a été posée sur le fait que François Mitterrand pourrait ne pas être candidat en 1988. Laurent Fabius a dit : « Il faudra qu'en tout état de cause le courant A ait un candidat. » Cela écartait d'emblée Michel Rocard. Lionel Jospin lui a répondu : « Prendre l'hypothèse que Mitterrand ne soit pas candidat ne doit pas être possible. » Partir du postulat que le courant A devait avoir un candidat, c'était évoquer l'hypothèse que Mitterrand ne le soit pas ou ne puisse pas l'être. C'étaient là deux visions de la préparation de cet avenir à court terme, deux ans plus tard.

Je crois qu'il faut dire ici un mot du congrès de Lille en 1987. Nous nous sommes lancés dans sa préparation avec l'accord de François Mitterrand pour procéder à la fusion du courant de Pierre Mauroy, le B, et du courant de Lionel Jospin, premier secrétaire, le A. Je me souviens d'une rencontre rue Servandoni, au domicile de Lionel Jospin, où cette question a été abordée. Roland Dumas était présent pour dire que c'était une bonne chose de procéder à cette fusion, et donc implicitement donner l'accord de François Mitterrand. Et je peux vous dire que Pierre Joxe et Laurent Fabius, qui étaient également présents lors de cette réunion, n'ont pas pu aller très loin

dans la contestation et qu'ils n'étaient pas ravis. Et ce congrès de Lille a bien eu lieu, rappelez-vous : personne laissé au bord du chemin, et un meeting avec 15 000 personnes.

**1988** : l'élection présidentielle a lieu. Finalement, la question de la candidature de Michel Rocard est gérée par Lionel Jospin au nom de François Mitterrand. *In fine*, elle ne se posera pas puisque François Mitterrand sera finalement candidat à sa réélection. Et je pense que, après une cohabitation réussie du point de vue de ce dernier, tout le monde a formidablement joué sa partie pour sa réélection. On ne peut pas dire que Jacques Chirac ait démontré ses qualités d'homme d'État durant ces deux années. D'une certaine manière, il a davantage été battu que François Mitterrand n'a été réélu, même si ce dernier, je crois, était convaincu que sa réélection avait largement dépassé la gauche et que les 54,2 % qu'il avait obtenus – ce qui est beaucoup – étaient essentiellement dus à sa personnalité apportant une plus-value aux suffrages de gauche. C'était sans doute un peu vrai, mais pas totalement, me semble-t-il. D'où « La France unie ». Et il faut reconnaître le trouble que cela a suscité dans les rangs socialistes, y compris concernant la composition du gouvernement, avec le choix de Michel Rocard comme Premier ministre. Je me souviens de m'être rendu chez Henri Nallet, dans l'Yonne, pour expliquer aux militants que Jean-Pierre Soisson faisait partie du gouvernement. Je peux vous dire que j'ai passé une soirée difficile !

Puis arrive le sujet que Lionel Jospin a soulevé lui-même : « Je ne resterai pas premier secrétaire du Parti socialiste. » La vraie question alors a été le choix de François Mitterrand de reprendre la main par rapport à 1986 où il avait dû trancher après l'offensive de Laurent Fabius pour conduire la campagne des législatives. Le président était confronté à l'éclatement potentiel de son courant. Le 26 juin 1985, de Dun-les-Places dans la Nièvre, il mit fin à la querelle avec Lionel Jospin en confirmant que c'est au premier secrétaire de conduire la campagne. Je me souviens de cette réflexion de Louis Mermaz au comité directeur, qu'il présidait alors. Il avait dit : « Bon, maintenant, le poing et la rose, il faut les laisser dans les garages. » Évidemment, cela n'a pas plu au premier secrétaire de l'époque, Lionel Jospin, qui est donc parti en Grèce quelques jours. François Mitterrand a compris que ce n'était pas la bonne manière de procéder. Il fallait d'abord rassembler les siens avant d'envisager de rassembler les autres. C'est pourquoi un déjeuner fut organisé, au restaurant *Le Pouilly-Reuilly* au Pré-Saint-Gervais, chez Marcel Debarge<sup>1</sup>. La conclusion qui en émergea est qu'il fallait aller coller des affiches, coller du poing et de la rose. Il fallait rassembler les électeurs socialistes !

Ainsi, après l'élection présidentielle facilement gagnée, la victoire aux élections législatives, se posa la question de la succession de Lionel Jospin rue de Solférino. J'étais proche de lui et je peux vous dire qu'il ne voulait pas s'en mêler. Il m'avait dit : « On a fait ce qu'on a fait en 1986, je ne voulais pas dans ces conditions que Laurent Fabius prenne la direction de tout, mais aujourd'hui je ne vais

pas m'opposer à François Mitterrand, sauf si certains refusent finalement ce choix. » Et c'est du côté des plus fidèles mitterrandistes que la question a été posée. Vous avez évoqué Henri Emmanuelli. D'autres, comme Édith Cresson, n'ont pas été les derniers à dire : « On ne peut pas laisser le parti à Laurent Fabius. »

Je me trouvais dans le bureau de Lionel Jospin lorsque Pierre Mauroy l'a appelé. Lionel a mis le haut-parleur et Pierre a dit : « Lionel, je suis prêt à être candidat si tes amis me soutiennent. Les miens et certains mitterrandistes me poussent dans ce sens. Qu'en penses-tu ? Je ne serai pas candidat si tu ne me soutiens pas ou si tes amis au comité directeur ne me soutiennent pas. Sinon, j'envoie ma lettre à François Mitterrand cet après-midi. ». Lionel a répondu : « Écoute, Pierre, au départ je ne voulais soutenir personne mais, à partir du moment où tu seras candidat, où tu feras acte de candidature, mes amis et moi te soutiendrons. »

Vous avez rappelé la réunion de la salle Clemenceau au Sénat. Je m'en souviens aussi. On l'avait préparée avenue Bosquet lors de déjeuners avec Pierre Mauroy. Il fallait pointer les membres du comité directeur. C'était un collège électoral modeste, mais il était tout de même possible de se tromper. Cela a d'ailleurs été le cas de certains, et grossièrement. En prévision de la réunion du courant AB du soir, salle Clemenceau, Pierre Mauroy m'avait demandé lors du déjeuner : « Daniel, où en es-tu dans les pointages ? » Je lui répondis : « Selon mes pointages et mes contacts, tu devrais faire 64 et Laurent Fabius 53. – Ah bon, tant que cela, tu en es sûr ? Autant d'avance ? » Puis la réunion a eu lieu et Pierre Bérégovoy a déclenché une certaine effervescence dans la salle par ses paroles : « Vous savez, mes camarades, que François Mitterrand a choisi Laurent Fabius. » Et Lionel Jospin, qui ne souhaitait rien dire : « Pierre, si tu n'avais pas dit cela, je ne serais pas intervenu, j'aurais laissé faire, mais maintenant je veux apporter mon soutien à Pierre Mauroy. »

Puis la candidature de Louis Mermaz comme troisième homme est arrivée. Pierre Joxe a exprimé la volonté de passer au vote. C'est pourquoi, malgré l'acceptation de Pierre Mauroy de se retirer au profit de Louis Mermaz, le vote a eu lieu, et il a donné 54-63. Je m'étais donc trompé d'un vote. Le lendemain, Paul Quilès faisait la tête. Laurent Fabius lui avait reproché les erreurs de pointage. J'ai d'ailleurs compris le lendemain en quoi consistaient ces erreurs. Le lendemain, Pierre Mauroy me convoque dans son bureau et me dit (je raconte cela pour l'anecdote) : « Tu sais, tu es un grand apparatchik. » À mes yeux, c'était un compliment. « Tu seras secrétaire national aux fédérations. » C'est exactement ainsi que cela s'est fait. Nous avons réuni les membres du courant AB, du conseil national, du comité directeur pour vérifier que la candidature de Pierre Mauroy serait bien la seule, et cela a été le cas. Sur les consignes de François Mitterrand, les amis de Laurent Fabius ont décidé de ne pas aller plus loin et accepté Pierre Mauroy comme premier secrétaire.

Pierre Mauroy a installé sa direction du parti. Henri Emmanuelli devenait numéro deux, moi, secrétaire aux fédérations avec une équipe qui s'est mise au travail. Mais Pierre Mauroy a tout fait, à raison, pour recoller les morceaux avec François Mitterrand. Ils se voyaient tous les mardis matin. Le soir, le bureau n'était pas le même, il avait vu François Mitterrand sur des sujets internationaux, nationaux. Pierre Mauroy était installé rue de Solférino mais il n'était pas livré à lui-même. Ses amis qui avaient osé braver le souhait de François Mitterrand étaient à ses côtés.

Je vais vous raconter une anecdote. Un jour, j'ai rencontré François Mitterrand à l'inauguration de La Villette, je venais d'être élu député. Je le connaissais depuis longtemps, étant moi-même un enfant de la Nièvre. Il m'appelait Vaillant. Ce jour-là, il m'a salué d'un : « Bonjour, monsieur. » Certains signes ne trompent pas. La blessure était réelle.

Je pense que Pierre Mauroy a accompli un formidable travail pour que le président, le gouvernement, la majorité, et lui-même, le premier secrétaire au parti, travaillent le mieux possible ensemble. Mais tout le monde a bien compris qu'il ne fallait pas continuer ainsi. Je suis un mitterrandiste de 1965, comme l'a dit Louis Mermaz ce matin, et de la Nièvre. Cependant, je pense que lorsqu'un président laisse son courant, sa force, sa majorité se disloquer, il prend un grand risque. C'est un enseignement dont il faut savoir tirer des leçons sous la V<sup>e</sup> République.

Concernant le congrès de Rennes, tout a été dit, si ce n'est que ceux qui l'ont déclenché sont Jean Poperen, qui n'avait pas oublié de faire sa contribution, ainsi que Laurent Fabius et Jean-Pierre Chevènement, qui avaient également annoncé la leur. Puis Lionel Jospin, au retour d'un meeting en Gironde, m'a dit qu'il fallait effectuer les pointages. Il m'a expliqué : « Je ne veux pas être le seul (il a utilisé cette formule) avec ma rose, à ne pas exister politiquement pour l'intérêt du président, du septennat, il ne faut pas que la partie se joue comme certains veulent la jouer. » Il fait donc une contribution avec l'accord de Pierre Mauroy qui, puisqu'il était premier secrétaire, n'en signerait pas. Lionel Jospin pourrait ensuite présenter et signer la motion pour le congrès de Rennes. La campagne a été intense, les résultats ont été donnés, je n'y reviens pas. La commission des résolutions fut une dure épreuve. La commission de vérification des mandats donnait les résultats du congrès, c'est moi qui devais les annoncer. Il faut tout de même savoir, et je le rappelais à Daniel Percheron tout à l'heure en toute amitié : la fédération du Pas-de-Calais, notamment, n'avait pas donné les siens et les bloquait, parce qu'ils avaient un grand poids dans le résultat final. Eh bien, Pierre Joxe m'a fait des reproches. Il déplorait qu'un secrétaire national aux fédérations ne soit pas capable de donner le résultat des votes dans les fédérations.

La nuit s'est terminée après de longs palabres. Laurent Fabius a voulu débloquent la situation : « Nous pourrions peut-être, dans une salle disposant d'un tapis vert, voir dans les fédérations qui

serait premier secrétaire fédéral. » Et il a commencé à égrener des demandes. Pierre était à bout. Je suis intervenu un peu sèchement : « On ne va pas jouer les fédés sur un tapis vert. » La discussion était close.

Je me souviens de la réunion de motion du dimanche matin. Soudain, des délégués sont montés à la tribune. Pierre était fatigué, Lionel abattu, Claude Allègre pleurait et c'est monté en disant : pas question, on y va, et d'un coup c'est parti. C'est tellement reparti que, finalement, nous nous sommes séparés sans que des synthèses interviennent, de nombreuses discussions eurent même lieu. Je peux vous dire qu'avec Pierre Guidoni, du côté de la motion de Jean Poperen également représenté par Jean-Marc Ayrault, nous discutons. Rien n'en est sorti. Puis, la question statutaire de savoir qui pouvait fusionner avec qui pour dégager une majorité fut avancée. Je me rappelle l'intervention d'André Billardon au nom de Laurent Fabius à la tribune. Cela s'est achevé le mardi rue de Solférino, après que François Mitterrand eut calmé le jeu et une fois que Lionel Jospin et Michel Rocard eurent refusé de s'allier afin de mettre un terme au congrès dans un rapport de force incertain et risqué pour la fin du septennat. Voilà comment j'ai vécu cette période. Ce ne fut pas facile, je n'étais pas fier et j'éprouvais de la tristesse.

Évoquons à présent **1992**. Pierre Mauroy m'appelle un matin après Noël : « Daniel, j'ai décidé de proposer à Laurent Fabius de reprendre le premier secrétariat du parti. » C'est ainsi que cela s'est passé. Puis j'ai eu Lionel Jospin qui m'a dit : « S'il est fatigué, pourquoi pas, après tout, l'histoire passera. » Puis il y a eu 1993, pour ceux qui l'auraient oublié, la lourde défaite aux élections législatives. Au comité directeur de l'époque, nous avons vécu un épisode terrible. S'est posée la question, soulevée par un certain nombre de socialistes battus de peu – et j'en étais – de la démission de la direction. Laurent Fabius, en tant que premier secrétaire, dit devant le comité directeur : « Écoutez je me serais posé la question de la démission si je n'avais pas été élu. Mais j'ai été élu. » Il est vrai qu'il était passé de 71% à 51%, alors que nous étions un certain nombre à être passés de 53% à 49%. Le malaise a envahi la salle de la Maison de la Chimie, où Michel Rocard a finalement pris la tête d'une cohorte avec Henri Emmanuelli, Jean-Luc Mélenchon, Julien Dray, Jean Glavany, Bernard Roman, Manuel Valls, moi-même et quelques autres. Puis vinrent les états généraux de Lyon, en juillet 1993, avec le slogan : « Du débat jaillit la lumière. » La lumière a d'ailleurs jailli puisque Michel Rocard a finalement été facilement réélu au congrès du Bourget à l'automne 1993. Ensuite, hélas, arrivèrent les européennes de 1994 et la chute de Michel Rocard.

Tout cela, au final, fait partie de la relation entre François Mitterrand et Pierre Mauroy. Il faut reconnaître que tout le monde a eu sa part dans l'échec relatif du second septennat : le président lui-même, il l'a accepté historiquement, le parti, les différents leaders. La division tue.

**1994** : ce n'était pas évident après le conseil national du 19 juin à La Villette, l'élection de Henri Emmanuelli comme premier secrétaire contre Dominique Strauss-Kahn et, donc, la préparation du congrès de Liévin. Pensant que Jacques Delors ne serait pas candidat, Lionel Jospin fait une contribution solitaire. Et finalement, le renoncement chez Anne Sinclair de Jacques Delors et la candidature potentielle, la disponibilité de Lionel Jospin qui en informe le président et le premier secrétaire, Henri Emmanuelli.

Concernant Lionel Jospin, je me souviens du congrès de Lévin, où je négociais avec André Laignel qui nous avait accordé 7 % du conseil national. C'était peu. Mais nous ne pouvions demander beaucoup plus dans le rapport de force de l'époque. Et cela n'a pas empêché Lionel Jospin de gagner – pas la primaire, il n'en était pas question à l'époque, mais la désignation 65%-35% face à Henri Emmanuelli, qui s'est finalement dévoué ou sacrifié, soutenu par ceux que vous connaissez. Il est inutile d'y revenir. Et Pierre Mauroy était de ceux qui poussaient Lionel Jospin à être candidat. Je vous raconte cela parce qu'aujourd'hui, cela fait sourire. J'avais préparé un texte de la rue de Solférino à donner à l'AFP à l'heure dite (18 heures) qui annonçait la candidature à la candidature de Lionel Jospin. Mais le premier secrétaire, Henri Emmanuelli, avait voulu voir Lionel avant. Aussi ce dernier arrive-t-il vers 16 heures rue de Solférino pour rencontrer le premier secrétaire. Ils parlent congrès, calendrier, désignation, etc. Et, bien évidemment, le premier secrétaire souhaite qu'un calendrier soit d'abord adopté. Et Pierre Mauroy vient me voir en me disant : « Mais Lionel, il va tenir bon, hein ? Il faut qu'il fasse son annonce dès ce soir. Cela ne peut pas attendre. » Une fois Lionel Jospin sorti, je lui dis : « Tu sais, Pierre Mauroy m'a dit qu'il avait peur que tu flanches. » Il m'a répondu : « Mais vous me prenez pour qui ? » Voilà. Il a donc fait sa déclaration. Vous connaissez ensuite l'armure fendue et le résultat de 1995.

Cela signifie que Pierre Mauroy a été un grand serviteur du parti. Il a été celui qui a permis, avec d'autres, que François Mitterrand soit élu en 1981 puis réélu en 1988. Il n'a jamais pensé à lui seul. Il a été le premier secrétaire valeureux d'un parti extrêmement difficile à gouverner, sans évoquer tout ce qui agitait le parti à cette époque, avec les affaires, etc. À cette période, il fallait tenir le coup.

Je tiens à rendre un très grand hommage à François Mitterrand pour tout ce qu'il a accompli. Il a fait renaître la gauche, lui a permis de gouverner, y compris aujourd'hui. Il a permis en un sens que la victoire de 1997 puisse se produire. N'oublions pas tout cela. Je veux également rendre un hommage tout aussi sincère à Pierre Mauroy. C'était pour moi un grand militant. Il était fier de ce qu'il avait accompli, et il avait raison. Il n'était pas moins malin que les autres, mais je dirais qu'il mettait ce côté « malin » au service de l'intérêt général, et cela, je ne l'oublierai pas.

1. Marcel Debarge fut maire du Pré-Saint-Gervais de 1977 à 1995.